

# THIERRY DE MONTBRIAL

Fondateur et Président de la WPC

Je ne chercherai pas à tirer de véritables conclusions de ces deux journées. Il faudrait prendre le temps de réfléchir sur tout ce qui a été dit. Je me contenterai de quelques remarques.

L'objectif de la *World Policy Conference* – nous avons vocation à nous réunir tous les ans - est de contribuer *positivement*, j'insiste sur le mot *positivement*, à relever le défi collectif le plus urgent et le plus grave pour la planète dans son ensemble. Nous n'allons pas refondre la gouvernance mondiale du jour au lendemain - il faudrait une immense naïveté pour le croire - et pourtant il est vrai que le temps est compté. Dans un monde de plus en plus interdépendant, l'absence de modes de gouvernance appropriés ne peut que conduire à des drames.

Nous avons bien vu hier et aujourd'hui que les problèmes abordés ont de multiples facettes et si l'on veut être constructif et efficace, il faut les maîtriser. Il y a bien sûr des questions techniques parfois très ardues. Cela est évident dans le domaine économique et financier. La science économique a fait d'immenses progrès ces dernières décennies. Il n'empêche que sur beaucoup de sujets, il n'existe pas de consensus entre les « sachants ». Il y a matière à débats et ces débats font appel à des connaissances, souvent pointues, par exemple dans la sphère financière.

Il en va de même dans le domaine de la sécurité. Pour parler utilement des questions politico-militaires, il faut avoir une certaine formation, un certain vocabulaire, être ouvert à plusieurs manières de penser. Naturellement, si l'on prend d'autres sujets encore plus spécialisés de la gouvernance, comme ceux dont nous avons également parlé hier et aujourd'hui (l'eau, l'alimentation, l'énergie, la santé), chacun d'eux suppose un appareil de références et de connaissances spécifiques. En matière de gouvernance, on ne peut se contenter de généralités et de bavardage même si des principes communs peuvent inspirer la recherche de solutions.

Pour compliquer les choses, la technique est souvent teintée d'idéologie. Nous le voyons constamment. Par exemple, en économie, le fait d'être monétariste ou keynésien ne traduit pas seulement un choix théorique ou empirique. Il y a aussi une dimension idéologique. Typiquement, on sera davantage monétariste « à droite » et davantage keynésien « à gauche ». Si vous parlez des problèmes d'environnement ou de santé, point n'est besoin d'insister pour que chacun comprenne qu'il y a également des dimensions idéologiques. Celles-ci enrobent les dimensions techniques et vice versa. Cela complique débats et discussions.

Aspects techniques, mêlés d'idéologie ; aspects politiques ensuite. Quand on parle ici d'aspects politiques, de quoi s'agit-il ? Prenons l'exemple des G, de ces groupes plus ou moins flous dont l'ensemble se substitue conceptuellement à la vieille idée de directoire, très discutée au début des années soixante du siècle dernier dans le cadre atlantique. Chacun de ces G ne peut fonctionner que si ses membres partagent une même volonté politique d'aboutir à des résultats positifs. Pourquoi le plus célèbre des G - c'est-à-dire le vrai G5, le groupe des membres permanents du

Conseil de sécurité - n'est-il pas satisfaisant ? Bien sûr en raison d'une composition qui ne reflète pas les réalités du début du XXI<sup>ème</sup> siècle. Mais aussi parce que, pour des raisons historiques, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité semblent incapables de se mettre d'accord sur un projet positif. Ils continuent de se situer dans le registre des jeux à somme nulle, c'est-à-dire selon l'idée que ce qui est gagné par les uns est nécessairement perdu par les autres.

Si dans un domaine quelconque le G pertinent ne s'est pas accordé sur un projet positif qui transcende les conflits d'intérêts individuels existant par ailleurs entre ses membres, le travail de ce G ne peut que décevoir. C'est pourquoi hier matin je recommandais que pour chacun des G on définisse une charte de devoirs et de droits, et naturellement une organisation adéquate. Cela n'est pas le cas aujourd'hui.

A mon sens, les deux G actuellement les plus importants sont : en matière politique, le G5 dont je viens de parler (les membres permanents du Conseil de Sécurité) ; et en matière économique, le G20. Il faut donc réformer le G5 et améliorer le G20. Alors, sans doute, pourra-t-on abolir le G8. Encore doit-on bien redéfinir ou ajuster la composition et les missions de ces deux G, dans l'esprit que j'ai précisé. La situation ne peut être clarifiée que s'il y a un esprit positif commun. On en est encore très loin.

Un autre point essentiel - je crois qu'il est bien ressorti au cours de nos travaux – c'est " l'aspect culturel ". Je voudrais y revenir et me féliciter que le message de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, hier matin, ait mis l'accent sur les aspects humains et culturels.

Dans mon jeune temps, le "dialogue des cultures" ou des "civilisations" était à la mode. En réalité, ce dialogue se réduisait souvent à des discussions de café du commerce. Il ne s'agit pas de réunir des imams, un prêtre catholique, un pasteur protestant, un pape orthodoxe, un rabbin, des bouddhistes et quelques bonnes âmes additionnelles pour que la lumière jaillisse. On en revient à un point que je soulevais hier matin : ce qui est tout à fait clair, y compris dans des discussions comme celles que nous avons ici, c'est que même si nous sommes souvent proches les uns des autres à certains égards, nous restons enfermés dans des structures mentales différentes. On parle parfois avec les mêmes mots mais derrière la façade verbale se cachent des présupposés plus ou moins incompatibles. Naturellement, on ne peut pas véritablement se comprendre dans ces conditions. Cela va bien au-delà de la pure question des langues, encore que, comme il a été rappelé ici à plusieurs reprises, les langues véhiculent des cultures. Certains vont d'ailleurs jusqu'à considérer les langues comme une sorte de troisième mémoire ou d'inconscient collectif au sens de Jung.

Nous sommes tous conscients que, dans le monde actuel, l'interpénétration croissante, caractéristique de la mondialisation, produit une couche culturelle tendant à l'uniformité, y compris dans la manière de parler. Mais ce phénomène est superficiel. Il ne faut pas gratter longtemps pour atteindre des couches autrement plus épaisses. Un des intervenants évoquait la langue universelle, c'est à dire l'anglais, mais quel anglais ? L'anglais « universel » n'est pas la véritable langue anglaise, laquelle est extrêmement riche et complexe comme toutes les langues de grande culture.

Le problème, c'est qu'en s'installant dans la mince couche de la sous-culture mondialisée, on en arrive à appauvrir les échanges, voire même à aggraver les incompréhensions au niveau le plus fondamental. Cela est manifeste même en politique internationale. Je reviens sur un exemple

auquel je faisais allusion hier matin. Lors d'une conversation récente, une très haute autorité chinoise me disait qu'à son avis les Occidentaux (Etats-Unis et Union européenne) avaient systématiquement tendance à interpréter en termes péjoratifs les positions de son pays, alors que, typiquement, quand les Chinois critiquent les guerres menées en Irak ou en Afghanistan, ils le font au nom d'une expérience plusieurs fois millénaire. De fait, ce n'est pas parce que les Chinois nous disent quelque chose qu'ils cherchent nécessairement à nous manipuler ! Et quand les Russes assurent qu'il y a eu agression des Géorgiens sur l'Ossétie du Sud, ont-ils radicalement tort ? Chacun lit l'histoire à sa manière. La logique culturelle des Occidentaux, c'est de dire que l'intervention militaire russe en Géorgie manifeste le retour à une forme d'impérialisme. Quand les Russes voient les efforts américains ou occidentaux pour élargir l'OTAN à la Géorgie, ils se considèrent, eux, comme agressés. Nous nous disons convaincus de propager la bonne parole, nous prêchons la croisade des droits de l'homme, etc. Nous restons toujours dans le registre de prosélytisme, en feignant d'ignorer ou pire encore en ignorant effectivement les intérêts tangibles masqués derrière notre propre idéologie, maquillée au nom des valeurs universelles.

Reconnaissons au minimum qu'au-delà des conflits d'intérêt au sens étroit du terme, les différentes manières d'interpréter les choses reposent sur des structures mentales, des *mind sets*, qui peuvent être extrêmement différentes. Nous sommes là au cœur de la dimension culturelle ou idéologique de la géopolitique. Soyons au moins suffisamment tolérants pour essayer de comprendre le point de vue des "autres" comme nous souhaitons que les "autres" soient attentifs au nôtre. Quelqu'un a dit hier que plutôt que "tolérance", il préférerait le terme "empathie". Comme cette personne, j'aime la notion d'empathie, la capacité de se mettre à la place de l'autre, pour comprendre son point de vue. Si nous ne faisons pas tous des exercices de ce genre, nous aurons beaucoup de mal, y compris dans les domaines spécialisés comme le climat ou la santé, à produire des modes de gouvernance adaptés au haut degré d'interpénétration qui est le propre de la mondialisation.

Dernier exemple pour illustrer cette idée : je reviendrai sur la question des frontières. Lorsque les pays occidentaux décrètent que la province du Kosovo doit devenir un Etat indépendant, ils invoquent une certaine interprétation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais si les Ossètes du Sud revendiquent l'application du même principe d'autodétermination à leur profit, les mêmes Occidentaux changent d'interprétation. Y aurait-il deux poids deux mesures ? C'est pourquoi le droit international est fondamental : il faut des normes communes. L'élaboration de normes communes, cela fait partie de la gouvernance. Quand un problème de minorité devient aigu, est-on pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou en faveur de l'intangibilité des frontières ? Est-on pour la modification concertée des frontières, comme on l'a fait pour la réunification allemande avec le groupe 4 + 2 ? La question des frontières se pose de façon latente dans toutes les parties du monde. En Europe, typiquement, l'épine de la Transnistrie – juridiquement une partie de la Moldavie – pourrait un jour provoquer un abcès majeur, en l'absence d'une bonne gouvernance.

Si chacun, au nom de sa propre vision, de sa propre structure mentale, revendique d'avoir raison contre les "autres", on retombe sur la tragédie binaire : les bons et les mauvais. Et l'on ne peut dès lors qu'aller vers les drames.

Je pense que ces questions, culturelles dans le sens le plus fort, sont logiquement antérieures à tout calcul d'intérêts ou à toute considération stratégique même dans l'acception la plus large de

ce terme. Naturellement les calculs d'intérêts peuvent se superposer aux réalités anthropologiques profondes, et c'est le cas le plus général. Il n'en reste pas moins que les facteurs culturels ont la dimension la plus fondamentale. Ils méritent donc d'être soigneusement étudiés dans tout exercice de réflexion sur la gouvernance.

Permettez-moi d'ajouter une dernière remarque à ce propos en revenant sur la question des traductions, au sens linguistique du terme. D'où vient le succès de la Constitution américaine ? Stanley Hoffmann - un ami de quelques-uns d'entre nous ici - a coutume de dire : " *Si l'on doit définir en un mot l'identité des Etats-Unis, il faut choisir constitution* ". Pour la France, deux mots sont nécessaires : *Etat* et *langue*. La Constitution américaine, c'est un texte court. C'est un texte sobre. C'est un texte qui va à l'essentiel. C'est un texte littéraire. C'est un texte qui suscite l'émotion dès le premier paragraphe. Comment allez-vous susciter l'émotion si vous faites à plusieurs mains un pot-pourri de plusieurs centaines de pages, qui doit être mot à mot en 27 langues ? Cette question paraît technique. Elle est en fait capitale à mes yeux et l'on n'y a pas suffisamment réfléchi. Si je devais m'occuper d'un projet de Constitution européenne, je ferais appel à un grand écrivain pour produire un texte court, laissant les détails à des traités d'application. Je ne chercherais pas à traduire le texte littéralement mais à le faire recomposer dans chaque langue selon le génie propre à chacune. N'est-ce pas Baudelaire, traduisant Edgar Poe, qui observait : " *Seul un poète peut traduire un poète ?* "

Un jour aux Etats-Unis, j'ai trouvé une édition bilingue des poésies de Mallarmé. L'œuvre de Mallarmé est déjà nébuleuse en français ! En fait, le "traducteur" avait recomposé des poèmes pensés comme équivalents aux originaux, mais exprimés dans le génie de la langue anglaise.

Il y a là à mon sens une piste de réflexion qui mérite attention, surtout à la lumière de ce que j'ai essayé de dire au niveau de la culture. Je souhaite que dans les éditions ultérieures de la *World Policy Conference*, on attache davantage attention aux fondements culturels voire anthropologiques de la gouvernance.

Enfin, le dernier point sur lequel je reviendrai, est la question du global et du régional.

Le régional a deux sens : il y a le régional par au-dessus et le régional par au-dessous. La dernière mini-session a évoqué, d'une manière certes beaucoup trop rapide, la question du régional par en dessous, laquelle mérite aussi d'être creusée. Mais ce dont je voudrais parler, c'est la question du régional par au-dessus. Nous sommes à peu près tous d'accord que beaucoup des problèmes de gouvernance internationale devraient être traités à un niveau régional plutôt qu'au niveau global. Pourquoi le Conseil de Sécurité devrait-il s'occuper directement du Timor Oriental ou de toute crise survenant dans un coin du monde étranger à la plupart ? Pour illustrer cette remarque vous noterez que la quasi-totalité des gens qui se sont enflammés pour la Tchétchénie après la chute de l'Union soviétique n'avaient auparavant aucune idée de l'existence même des Tchétchènes et naturellement de la complexité du Caucase.

Les problèmes doivent être réglés dans la mesure du possible à un niveau régional. Cette remarque de bon sens renvoie à ce que dans l'Union européenne on appelle le *principe de subsidiarité*. Ayant dit cela, on en vient à une difficulté essentielle, de nature géopolitique au sens le plus profond du terme, qui nous ramène à la culture et à l'idéologie : comment définir les régions ? Au cours de la session sur la sécurité, il a été justement indiqué que l'Inde devait jouer un rôle plus important dans la gouvernance mondiale. Le conflit sur le Cachemire mobilise des

moyens considérables. Du coup, le Pakistan refuse de redéployer des forces qui seraient nécessaires du côté occidental, face aux Talibans. Il est d'autant plus difficile, dans ces conditions, de stabiliser l'Afghanistan, que l'autre grand voisin est l'Iran - plus ou moins en rupture de ban avec la "communauté internationale", en grande partie parce qu'il veut accéder au seuil nucléaire, sinon à l'arme nucléaire elle-même, désormais possédée par Israël et le Pakistan. Est-ce à dire que si l'on définit une région Moyen-Orient en vue d'une bonne gouvernance, on doit inclure l'Inde ?

Cette question de la définition adéquate des régions est fort délicate et mérite, elle aussi, des réflexions plus avancées de la part de tous ceux qui veulent faire progresser le thème de la gouvernance mondiale.

Parmi les sujets non abordés au cours de cette conférence, pourtant déjà très chargée, je mentionnerai la question du numérique. Il y a sans doute d'autres lacunes et je serais reconnaissant à toutes celles et à tous ceux d'entre vous qui voudraient nous faire part de leurs avis.

Le moment est venu de conclure. Le processus de la *World Policy Conference* va naturellement continuer et je l'espère s'intensifier. Je souhaite que le maximum d'entre vous y reste associé.

Je remercie chaleureusement celles et ceux qui ont rendu cette belle conférence de Marrakech possible. Plusieurs équipes ont été impliquées, celles de l'Ifri bien entendu avec beaucoup de dévouement et d'engagement. Les équipes marocaines ont été déterminantes. Tous ont droit à notre reconnaissance.

Ma gratitude particulièrement va à nos sponsors sans qui, évidemment, rien n'eut été possible. J'espère que nous avons été à la hauteur de leur confiance.

Je voudrais terminer en saluant les interprètes. Je sais qu'ils ont fait un travail remarquable.

Enfin, Mesdames et Messieurs, merci à vous tous qui avez participé aux débats et contribué à leur richesse.